

Une personne physique qui n'était pas partie à l'instance mais a un intérêt à l'omission de l'identité lors de la publication peut également introduire une telle demande pour autant que cet intérêt soit établi.

La demande motivée est adressée au premier président du Conseil d'Etat par lettre recommandée.

Le premier président du Conseil d'Etat statue sur la demande motivée. »

Art. 5. L'article 7 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 7. Le premier président du Conseil d'Etat peut décider que les arrêts du Conseil d'Etat prononcés avant le 18 août 1997 soient publiés sous forme numérique sur le réseau d'informations. »

Art. 6. Le Ministre qui a l'Intérieur dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 24 mai 2011.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Intérieur,
Mme A. TURTELBOOM

Een natuurlijke persoon die geen partij was in het geding, maar een belang heeft bij de weglating van de identiteit bij de publicatie, kan eveneens een dergelijk verzoek indienen, mits dit belang wordt aangetoond.

Het gemotiveerd verzoek wordt per aangetekende brief aan de eerste voorzitter van de Raad van State gezonden.

De eerste voorzitter van de Raad van State beslist over het gemotiveerd verzoek. »

Art. 5. Artikel 7 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 7. Voor de arresten van de Raad van State uitgesproken vóór 18 augustus 1997 kan de eerste voorzitter van de Raad van State oordelen dat deze in digitaal formaat op het informatienetwerk worden gepubliceerd. »

Art. 6. De Minister bevoegd voor Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 24 mei 2011.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
Mevr. A. TURTELBOOM

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

F. 2011 — 1521

[C — 2011/00292]

24 MAI 2011. — Arrêté royal modifiant divers arrêtés relatifs à la procédure devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat concernant la confidentialité des pièces

RAPPORT AU ROI

Sire,

I. OBSERVATIONS GENERALES

Il a été constaté que dans le règlement général de procédure, il existe une lacune concernant le traitement des pièces confidentielles. Aucune disposition de ce règlement ne détermine en effet le sort à réserver à de telles pièces.

Cette lacune a notamment été mise en évidence par le Conseil d'Etat dans son arrêt n° 164.028 du 24 octobre 2006, en cause de la SA Varec contre l'Etat belge.

Dans cet arrêt, le Conseil d'Etat, amené à se prononcer sur une demande d'annulation d'une décision de l'Etat belge, représenté par le Ministre de la Défense, attribuant un marché relatif à la fabrication et à la fourniture de matériel militaire, a estimé qu'il y avait lieu de poser deux questions préjudicielles, l'une à la Cour de Justice des Communautés européennes, l'autre à la Cour constitutionnelle, afin de savoir si, en application du principe du débat contradictoire, des éléments confidentiels ou sensibles d'un dossier administratif devaient être communiqués tant au juge qu'à l'ensemble des parties et si le droit au respect des secrets d'affaires contenus dans les dossiers qui lui sont communiqués par les parties à la cause devait être garanti.

Par son arrêt C-450/06 du 14 février 2008, la Cour de justice des Communautés européennes a déclaré que l'instance chargée d'examiner le recours, en l'occurrence le Conseil d'Etat, devait garantir la confidentialité et le droit au respect des secrets d'affaires au regard des informations contenues dans les dossiers qui lui sont communiqués par les parties à la cause, notamment par le pouvoir adjudicateur, tout en pouvant elle-même connaître de telles informations et les prendre en considération.

Dans son arrêt n° 118/2007 du 19 septembre 2007, la Cour constitutionnelle a de son côté également estimé qu'il appartenait au Conseil d'Etat d'apprécier la confidentialité de certaines pièces contenues dans le dossier administratif en faisant, dans chaque cas, la balance entre les exigences du procès équitable et celles liées au secret des affaires.

La Cour constitutionnelle a par ailleurs jugé que les articles 21 et 23 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat violent l'article 22 de la Constitution, lu en combinaison avec l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme et avec l'article 17 du Pacte

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

N. 2011 — 1521

[C — 2011/00292]

24 MEI 2011. — Koninklijk besluit tot wijziging van diverse besluiten betreffende de procedure voor de afdeling bestuursrecht-spraak van de Raad van State betreffende de vertrouwelijke stukken

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

I. ALGEMENE OPMERKINGEN

Er werd vastgesteld dat in de algemene procedureregeling voor de Raad van State een hiaat bestaat voor wat betreft de behandeling van vertrouwelijke stukken. In dit reglement bepaalt immers geen enkele bepaling wat er moet gebeuren met dergelijke stukken.

Deze hiaat werd inzonderheid aangetoond door de Raad van State in zijn arrest nr. 164.028 van 26 oktober 2006, in zake de NV Varec tegen de Belgische Staat.

In dit arrest moest de Raad van State zich uitspreken over een vraag tot vernietiging van een beslissing van de Belgische Staat, vertegenwoordigd door de Minister van Defensie, om een overheidsopdracht te gunnen betreffende de aanmaak en de levering van militair materieel. De Raad van State vond dat twee prejudiciële vragen gesteld moesten worden, de ene aan het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen, de andere aan het Grondwettelijk Hof, om te weten of, in toepassing van het principe van het contradictoair debat, vertrouwelijke of gevoelige elementen van een administratief dossier zowel aan de rechter als aan alle partijen meegedeeld moesten worden, en of het recht op eerbiediging van zakengeheimen in de dossiers die meegedeeld worden door de partijen in het geding, gegarandeerd moest worden.

Met arrest C-450/06 van 14 februari 2008 heeft het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen verklaard dat de instantie die belast was met het onderzoek van de beroepen, in dit geval de Raad van State, de vertrouwelijkheid moest garanderen. Deze moest eveneens het recht naleven op eerbiediging van de zakengeheimen ten opzichte van informatie in de dossiers die aan deze Raad wordt meegedeeld door de partijen in het geding, met name door de aanbestedende overheid, terwijl de Raad zelf dergelijke informatie wel mag kennen en in overweging nemen.

In arrest nr. 118/2007 van 19 september 2007 is het Grondwettelijk Hof van zijn kant eveneens van mening dat het aan de Raad van State is om de vertrouwelijkheid te beoordelen van bepaalde stukken in het administratieve dossier door, in elk geval, de vereisten van een eerlijk proces af te wegen tegenover deze gebonden aan het zakengeheim.

Het grondwettelijk hof vond bovendien dat de artikelen 21 en 23 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State niet bestaanbaar zijn met artikel 22 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 8 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens en met

international relatif aux droits civils et politiques, en ce sens qu'ils ne permettent pas à la partie adverse d'invoquer la confidentialité de certaines pièces contenues dans le dossier administratif afin d'empêcher leur communication aux parties.

Le présent projet d'arrêté royal a dès lors pour objet de remédier à la lacune exposée ci-dessus, d'une part, en modifiant l'article 87 de l'arrêté du Régent du 23 août 1948 déterminant la procédure devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat et, d'autre part, en rendant ce nouvel article applicable au règlement de procédure en matière d'astreinte et à la procédure en référé. La procédure en cassation administrative fait également l'objet d'une adaptation dans le même sens.

II. COMMENTAIRE ARTICLE PAR ARTICLE

1. Article 1^{er}.

Le nouvel article 87 du règlement général de procédure reprend dans un premier paragraphe la disposition existante (« Les parties et leurs conseils peuvent prendre connaissance au greffe du dossier de l'affaire. »)

Le paragraphe 2 nouveau règle le dépôt d'une pièce dont une partie requiert la confidentialité.

Le paragraphe 3 nouveau détermine la façon dont les services du greffe doivent traiter la pièce qui a fait l'objet d'une telle demande dans l'attente d'un arrêt statuant sur celle-ci.

Le paragraphe 4 nouveau prévoit que lorsqu'un arrêt prononce le rejet de la demande de confidentialité, les autres parties peuvent prendre connaissance de la pièce concernée.

2. Articles 2 à 4.

Les règles énoncées dans le nouvel article 87 du règlement général de procédure sont rendues applicables par la technique de la référence aux arrêtés royaux suivants : l'arrêté royal du 2 avril 1991 déterminant la procédure devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat en matière d'astreinte et l'arrêté royal du 5 décembre 1991 déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'Etat.

3. Article 5.

Cet article concerne la procédure spécifique de la cassation administrative.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et le très fidèle serviteur,
La Ministre de l'Intérieur,
Mme A. TURTELBOOM

AVIS 48.806/2 DU 3 NOVEMBRE 2010
DE LA SECTION DE LEGISLATION
DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, deuxième chambre, saisi par la Ministre de l'Intérieur, le 6 octobre 2010, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal « modifiant divers arrêtés relatifs à la procédure devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat concernant la confidentialité des pièces », a donné l'avis suivant :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'Etat attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

artikel 17 van het Internationaal Verdrag inzake Burgerrechten en Politieke Rechten, in die zin dat ze de tegenpartij geenszins in staat stellen het vertrouwelijke karakter van bepaalde stukken in het administratief dossier aan te voeren teneinde de mededeling ervan aan de andere partijen te verhinderen.

Voorliggend koninklijk besluit beoogt daarom aan de hierboven vernoemde hiaat te verhelpen door enerzijds een wijziging aan te brengen aan artikel 87 van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling bestuursrechtspraak van de Raad van State en anderzijds door dit nieuwe artikel 87 toepasselijk te maken op de procedureregelingen inzake de dwangsom en het kortgeding. Ook werd een aanpassing in dezelfde zin voorzien voor de administratieve cassatie-procedure.

II. ARTIKELSGEWIJZE COMMENTAAR

1. Artikel 1.

Het nieuwe artikel 87 van de algemene procedureregeling herneemt in een eerste paragraaf het bestaande artikel 87. (« De partijen en hun raadslieden kunnen ter griffie kennis nemen van het dossier der zaak. »)

In een nieuwe tweede paragraaf wordt de neerlegging van een stuk waarvoor een partij om een vertrouwelijke behandeling verzoekt, geregeld.

De nieuwe derde paragraaf bepaalt de wijze waarop de diensten van de griffie het stuk dat het voorwerp uitmaakt van een verzoek tot vertrouwelijke behandeling, moeten behandelen in afwachting van het arrest dat uitspraak zal doen over bedoeld verzoek.

De nieuwe vierde paragraaf stelt dat bij afwijzing bij arrest van het verzoek tot vertrouwelijke behandeling, de overige partijen kennis mogen nemen van het betrokken stuk.

2. Artikelen 2 t/m 4.

De regeling voorzien in het nieuwe artikel 87 van het algemeen procedurereglement wordt middels de techniek van verwijzing toepasselijk gemaakt op volgende besluiten : het koninklijk besluit van 2 april 1991 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling bestuursrechtspraak van de Raad van State inzake de dwangsom en het koninklijk besluit van 5 december 1991 tot bepaling van de rechtspleging in kort geding voor de Raad van State.

3. Artikel 5.

Dit artikel heeft betrekking op de specifieke procedure van de administratieve cassatieberoepen.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,
De Minister van Binnenlandse Zaken,
Mevr. A. TURTELBOOM

ADVIES 48.806/2 VAN 3 NOVEMBER 2010
VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling Wetgeving, tweede kamer, op 6 oktober 2010 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht haar, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit « tot wijziging van diverse besluiten betreffende de procedure voor de afdeling bestuursrechtspraak van de Raad van State betreffende de vertrouwelijke stukken », heeft het volgende advies gegeven :

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het vervangen is bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voormelde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Sur ces trois points, le projet appelle l'observation ci-après.

Le rapport au Roi mériterait d'être complété d'un exposé plus circonstancié des événements ayant conduit à constater l'existence de la lacune auquel le projet entend remédier en matière de traitement des pièces confidentielles (1).

(1) Il y eu à l'origine un arrêt n° 164.028 du 24 octobre 2006, SA Varec contre État belge, qui posait deux questions préjudicielles, l'une à la Cour de justice de l'Union européenne, qui y répondit par un arrêt du 14 février 2008, C-450/06; l'autre à la Cour constitutionnelle, qui y répondit par l'arrêt 118/2007 du 19 septembre 2007.

La chambre était composée de :

M. Y. Kreins, président de chambre;

M. P. Vandernoot en Mme M. Baguet, conseillers d'état;

Mme B. Vigneron, greffier.

Le rapport a été présenté par M. X. Delgrange, premier auditeur-chef de section.

(...)

Le greffier,
B. VIGNERON.

Le président,
Y. KREINS.

24 MAI 2011. — Arrêté royal modifiant divers arrêtés relatifs à la procédure devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat concernant la confidentialité des pièces

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, l'article 17, modifié par les lois des 19 juillet 1991, 4 août 1996 et 15 septembre 2006, l'article 18, modifié par les lois des 19 juillet 1991, 22 décembre 1992 et 4 août 1996, et l'article 30, modifié par les lois des 17 octobre 1990, 4 août 1996, 18 avril 2000, 2 août 2002, 17 février 2005, 15 septembre 2006 et 23 mars 2007;

Vu l'arrêté du Régent du 23 août 1948 déterminant la procédure devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat;

Vu l'arrêté royal du 2 avril 1991 déterminant la procédure devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat en matière d'astreinte;

Vu l'arrêté royal du 5 décembre 1991 déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'Etat;

Vu l'arrêté royal du 30 novembre 2006 déterminant la procédure en cassation devant le Conseil d'Etat;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 15 juillet 2010;

Vu l'avis n°48.806/2 du Conseil d'Etat, donné le 3 novembre 2010, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE 1^{er}. — *Modification de l'arrêté du Régent du 23 août 1948 déterminant la procédure devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat.*

Article 1^{er}. L'article 87 de l'arrêté du Régent du 23 août 1948 déterminant la procédure devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat, modifié par l'arrêté royal du 25 avril 2007, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 87. § 1^{er}. Les parties et leurs conseils peuvent prendre connaissance au greffe du dossier de l'affaire.

§ 2. Lorsqu'une partie dépose une pièce pour laquelle elle demande qu'elle ne soit pas communiquée aux autres parties, elle doit la déposer de manière distincte. Elle doit en mentionner le caractère confidentiel de manière expresse et exposer les motifs à sa demande dans l'acte de procédure auquel est jointe ladite pièce et en établir un inventaire dans lequel est précisée la pièce dont la confidentialité est requise.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerking.

Het verslag aan de Koning zou moeten worden aangevuld met een omstandiger uiteenzetting van de gebeurtenissen die geleid hebben tot de vaststelling dat er in de behandeling van de vertrouwelijke stukken een hiaat bestaat, een hiaat dat men met dit ontwerp wil opvullen (1).

(1) Eerst was er het arrest nr. 164.028 van 24 oktober 2006, NV Varec tegen de Belgische Staat, waarin twee prejudiciële vragen gesteld zijn, een aan het Hof van Justitie van de Europese Unie, dat daarop geantwoord heeft met een arrest van 14 februari 2008, C-450/06, en een aan het Grondwettelijk Hof, dat daarop geantwoord heeft met arrest 118/2007 van 19 september 2007.

De kamer was samengesteld uit :

De heer Y. Kreins, kamervoorzitter;

De heer P. Vandernoot en Mevr. M. Baguet, staatsraden;

Mevr. B. Vigneron, griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de heer X. Delgrange, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de Mevr. M. Baguet.

De griffier,
B. VIGNERON.

De voorzitter,
Y. KREINS.

24 MEI 2011. — Koninklijk besluit tot wijziging van diverse besluiten betreffende de procedure voor de afdeling bestuursrecht-spraak van de Raad van State betreffende de vertrouwelijke stukken

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, artikel 17, gewijzigd bij de wetten van 19 juli 1991, 4 augustus 1996 en 15 september 2006, artikel 18, gewijzigd bij de wetten van 19 juli 1991, 22 december 1992 en 4 augustus 1996 en artikel 30, gewijzigd bij de wetten van 17 oktober 1990, 4 augustus 1996, 18 april 2000, 2 augustus 2002, 17 februari 2005, 15 september 2006 en 23 maart 2007;

Gelet op het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling bestuursrecht-spraak van de Raad van State;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 april 1991 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling bestuursrecht-spraak van de Raad van State inzake de dwangsom;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 december 1991 tot bepaling van de rechtspleging in kort geding voor de Raad van State;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 november 2006 tot vaststelling van de cassatie-procedure bij de Raad van State;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 15 juli 2010;

Gelet op het advies nr. 48.806/2 van de Raad van State, gegeven op 3 november 2010, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en op het advies van de in de Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — *Wijziging aan het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling bestuursrecht-spraak van de Raad van State.*

Artikel 1. Artikel 87 van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling bestuursrecht-spraak van de Raad van State, gewijzigd bij koninklijk besluit van 25 april 2007 wordt vervangen als volgt :

« Art. 87. § 1. De partijen en hun raadsliden kunnen ter griffie van het dossier van de zaak kennis nemen.

§ 2. Wanneer een partij een stuk indient en vraagt het niet ter kennis te brengen van de overige partijen, moet ze dat afzonderlijk neerleggen. Ze moet de vertrouwelijkheid ervan uitdrukkelijk aangeven, de motieven van haar verzoek uiteenzetten in het processtuk waarbij het bewuste stuk wordt gevoegd en een inventaris opmaken waarin het stuk wordt vermeld waarvoor vertrouwelijke behandeling wordt gevraagd.

Lorsqu'une partie ou un requérant en intervention requiert la confidentialité d'une pièce versée au dossier ou déposée par une autre partie ou un autre requérant en intervention, le demandeur de confidentialité notifie au greffe une requête spécifique en ce sens en mentionnant avec précision la pièce pour laquelle la confidentialité est demandée et en exposant les motifs de sa demande.

Lorsqu'en application de l'article 23 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, une pièce est déposée par une autorité, celle-ci peut demander qu'elle ne soit pas communiquée aux parties, conformément aux alinéas 1^{er} et 2 du présent paragraphe.

A défaut du respect des conditions du présent paragraphe, la pièce ne bénéficie pas de la confidentialité.

§ 3. Lorsque la demande est introduite conformément au § 2, la pièce qui fait l'objet d'une demande de confidentialité est provisoirement classée de manière distincte dans le dossier de l'affaire et ne peut pas être consultée par les parties autres que celle qui a demandé la confidentialité ou qui a déposé ladite pièce.

§ 4. Si la demande de confidentialité est rejetée par arrêt, les autres parties peuvent prendre connaissance de la pièce.»

CHAPITRE II. — *Modification de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'Etat*

Art. 2. L'article 15 de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'Etat est complété par l'alinéa suivant :

« Le cas échéant, il est fait application de l'article 87, §§ 2 à 4, du règlement général de procédure. »

Art. 3. L'article 32 du même arrêté est complété par l'alinéa suivant :

« Le cas échéant, il est fait application de l'article 87, §§ 2 à 4, du règlement général de procédure. »

CHAPITRE III. — *Modification de l'arrêté royal du 2 avril 1991 déterminant la procédure devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat en matière d'astreinte*

Art. 4. L'article 9 de l'arrêté royal du 2 avril 1991 déterminant la procédure devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat en matière d'astreinte est complété par l'alinéa suivant :

« Le cas échéant, il est fait application de l'article 87, §§ 2 à 4, du règlement général de procédure. »

CHAPITRE IV. — *Modification de l'arrêté royal du 30 novembre 2006 déterminant la procédure en cassation devant le Conseil d'Etat*

Art. 5. L'article 38 de l'arrêté du 30 novembre 2006 déterminant la procédure en cassation devant le Conseil d'Etat est complété par l'alinéa suivant :

« Lorsque des pièces ont été traitées comme confidentielles par la juridiction qui a rendu la décision attaquée, elles conservent ce caractère devant le Conseil d'Etat. »

CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

Art. 6. Le Ministre qui a l'Intérieur dans ses attributions est chargé l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 24 mai 2011.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Intérieur,
Mme A. TURTELBOOM

Wanneer een partij of een verzoeker in tussenkomst om vertrouwelijke behandeling verzoekt van een stuk gevoegd bij het dossier ingediend door een andere partij of een andere verzoeker in tussenkomst, bezorgt diegene die om vertrouwelijke behandeling verzoekt aan de griffie een specifiek verzoek in die zin waarin duidelijk het stuk wordt vermeld waarvoor vertrouwelijke behandeling wordt gevraagd en de motieven van dat verzoek worden uiteengezet.

Wanneer in toepassing van artikel 23 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, een stuk door een overheid wordt neergelegd, kan deze vragen dat het niet ter kennis wordt gebracht aan de partijen overeenkomstig het eerste en het tweede lid van deze paragraaf.

Wanneer niet voldaan wordt aan de voorwaarden van deze paragraaf, wordt het stuk niet vertrouwelijk behandeld.

§ 3. Wanneer het verzoek wordt ingediend overeenkomstig § 2, wordt het stuk waarvoor om vertrouwelijke behandeling wordt verzocht, voorlopig afzonderlijk in het dossier van de zaak opgenomen en mag het niet worden ingezien door de partijen behalve door die welke de vertrouwelijke behandeling heeft gevraagd of het genoemde stuk heeft ingediend.

§ 4. Als het verzoek om vertrouwelijke behandeling bij arrest wordt afgewezen, mogen de overige partijen van het stuk kennis nemen. »

HOOFDSTUK II. — *Wijziging aan het koninklijk besluit van 5 december 1991 tot bepaling van de rechtspleging in kort geding voor de Raad van State*

Art. 2. Artikel 15 van het koninklijk besluit van 5 december 1991 tot bepaling van de rechtspleging in kort geding voor de Raad van State wordt met een volgende lid aangevuld :

« In voorkomend geval, wordt artikel 87, §§ 2 tot 4 van de algemene procedureregeling toegepast ».

Art. 3. Artikel 32 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met volgend lid :

« In voorkomend geval, wordt artikel 87, §§ 2 tot 4 van de algemene procedureregeling toegepast. »

HOOFDSTUK III. — *Wijziging aan het koninklijk besluit van 2 april 1991 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling bestuursrechtspraak van de Raad van State inzake de dwangsom*

Art. 4. Artikel 9 van het koninklijk besluit van 2 april 1991 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling bestuursrechtspraak van de Raad van State inzake de dwangsom wordt aangevuld met volgend lid :

« In voorkomend geval, wordt artikel 87, §§ 2 tot 4 van de algemene procedureregeling toegepast ».

HOOFDSTUK IV. — *Wijziging aan het koninklijk besluit van 30 november 2006 tot vaststelling van de cassatie-procedure bij de Raad van State*

Art. 5. Artikel 38 van het koninklijk besluit van 30 november 2006 tot vaststelling van de cassatie-procedure bij de Raad van State wordt met volgende lid aangevuld :

« Wanneer stukken vertrouwelijk worden behandeld door het rechtscollege dat de bestreden beslissing heeft genomen, blijven zij dit ook voor de Raad van State. »

HOOFDSTUK V. — *Slotbepalingen*

Art. 6. De Minister bevoegd voor Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 24 mei 2011.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse zaken,
Mevr. A. TURTELBOOM